

L'impact à court et à moyen terme des augmentations de prix des denrées alimentaires de base

Ces dernières années ont été marquées par l'augmentation des prix alimentaires moyens, de graves flambées des prix alimentaires (en 2007/8 et en 2010/11), et des inquiétudes grandissantes quant à l'impact des chocs des prix alimentaires et de la flambée et de la volatilité des prix alimentaires sur les populations pauvres et en situation d'insécurité alimentaire. Toutefois, alors que tout le monde s'accorde pour affirmer que la volatilité des prix des aliments entraîne une répartition inefficace des ressources et des coûts d'ajustement et que des prix élevés sont une mauvaise chose pour les populations démunies des zones urbaines (dont les dépenses en produits alimentaires de base sont élevées), l'impact des prix alimentaires élevés sur les populations pauvres des zones rurales fait davantage débat. Le présent Point info:

- s'appuie sur la théorie microéconomique fondamentale relative aux significations et à

l'impact de l'évolution du prix des denrées alimentaires de base pour différents groupes de consommateurs et producteurs.

- passe en revue les données empiriques sur l'impact de la flambée des prix alimentaires de 2008 sur différentes catégories de population.

Nous avons trouvé de solides preuves montrant que l'envolée des prix alimentaires de 2008 a généralement eu un impact négatif sur le bien-être des populations pauvres des zones urbaines et rurales. Toutefois, dans certains pays d'Asie, l'impact négatif de cette flambée des prix sur de nombreuses populations pauvres peut avoir été compensé par les avantages d'une croissance économique généralisée. Ce phénomène a été nettement moins important en Afrique. Les préoccupations nationales et internationales concernant l'impact négatif à court terme de l'envolée des prix alimentaires sont donc justifiées et il est urgent de mettre

en place des politiques et de réaliser des investissements pour prévenir et atténuer l'impact des flambées des prix alimentaires.

1. Analyse microéconomique des fluctuations des prix alimentaires

Les prix alimentaires sont le «coût d'opportunité» qu'assume un acteur économique du secteur alimentaire pour l'échange, la consommation ou la production d'aliments. Ils ne sont significatifs que par rapport aux revenus ou à d'autres biens et services. L'évolution des prix monétaires décrit ainsi l'évolution du coût d'opportunité, à condition que a) ces prix monétaires reflètent les coûts d'opportunité réels et b) que les prix monétaires de tous les autres biens, services et facteurs de production restent constants. La première condition impose d'utiliser des prix virtuels pour tenir compte des coûts d'opportunité économiques plutôt que financiers sur des marchés imparfaits; la deuxième nécessite d'utiliser des indices de prix et des prix réels et non des prix nominaux afin de tenir compte de l'évolution rapide de la valeur de l'argent.

Les indices de prix posent toutefois problème lorsque les revenus et les prix de divers services et marchandises connaissent une évolution différente en prix monétaires: le calcul de l'évolution des prix réels pour les consommateurs riches et pauvres nécessite l'utilisation d'indices différents (Dorward, 2011). De même, l'analyse de l'impact des prix alimentaires élevés doit tenir compte de la mesure dans laquelle l'évolution des prix alimentaires en termes nominaux peut faire évoluer différemment le coût d'opportunité des aliments par rapport à divers biens et services importants pour différents groupes de consommateurs et producteurs.

Selon la théorie microéconomique, l'augmentation du prix des denrées alimentaires de base a deux effets immédiats: un «effet de substitution» qui modifie la consommation et les achats de produits alimentaires et non-alimentaires et un «effet revenu» qui se traduit par une augmentation du coût total des achats et entraîne dès lors une chute du revenu réel et du bien-être. Étant donné que les consommateurs pauvres consacrent une part plus importante de leurs revenus à l'achat de denrées alimentaires de base, les hausses de prix de ces denrées entraînent une diminution proportionnellement plus importante des revenus réels ainsi que de l'utilité et du bien-être des consommateurs pauvres.

Côté producteurs, les hausses des prix alimentaires devraient entraîner une augmentation – décalée dans le temps – de la production d'autres cultures («effet de substitution») et une utilisation accrue d'intrants et de moyens productifs, pour autant qu'ils disposent de capitaux pour financer ces achats plus importants d'intrants.

Les effets directs de l'augmentation des prix alimentaires peuvent avoir des effets indirects décalés, en raison de l'action des forces du marché et des liens entre la consommation et la production. Dans ce cas, la diminution de leurs revenus réels pousse les consommateurs à diminuer leurs achats de biens et services au niveau local – et donc leurs dépenses, ce qui a pour effet d'entraîner à la baisse les revenus des fournisseurs de biens et des prestataires de services. Toutefois, lorsque les revenus des producteurs augmentent, on observera l'effet inverse, avec, dans certains cas un transfert des bénéfices jusqu'au niveau local. C'est le cas lorsque les producteurs augmentent leurs dépenses en intrants locaux, par exemple la main-d'œuvre.

Étant donné que l'impact direct et indirect de l'augmentation des prix alimentaires se traduit par une diminution des revenus réels et du bien-être des consommateurs, il faut, pour que l'augmentation des prix alimentaires ait un impact favorable sur la réduction de la pauvreté, un important effet stimulant, lié à la présence d'un grand nombre de producteurs qui

- (a) augmentent la production en investissant dans le changement technique, ce qui s'accompagne d'une augmentation générale de la demande de main-d'œuvre et/ou
- (b) augmentent la production en élevant les revenus des ouvriers, grâce à un faible coût d'opportunité pour leur main-d'œuvre et/ou
- (c) bénéficient de revenus supplémentaires importants, ce qui a un impact positif non seulement en amont, mais aussi sur la consommation. Impact positif qui se traduit, à son tour, par une augmentation de la demande en main-d'œuvre agricole au niveau rural et une hausse des salaires.

Dans les situations où un nombre élevé de fermiers moins pauvres produisent des excédents alimentaires et peuvent avoir accès aux capitaux pour augmenter leurs investissements en réponse à l'augmentation des prix alimentaires, les conditions que nous venons d'énumérer seront vraisemblablement présentes et dans ce cas, l'augmentation des prix alimentaires pourrait déboucher, plus tardivement, sur une amélioration du bien-être des populations plus défavorisées.

Cela ne sera toutefois pas le cas lorsque ces petits producteurs excédentaires sont peu nombreux, notamment dans les économies principalement urbaines et dans les régions rurales pauvres où vivent de nombreux producteurs déficitaires n'ayant qu'un accès limité aux capitaux.

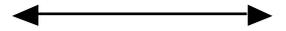
Cette analyse est résumée dans l'illustration 1, qui décrit les caractéristiques d'une économie susceptibles de générer, suite à une augmentation exogène des prix alimentaires, un effet retard positif ou un effet négatif immédiat sur les revenus et la pauvreté.

L'impact des prix alimentaires élevés sur les revenus réels et le bien-être dépend dès lors des caractéristiques des producteurs et des consommateurs et de la structure ou de l'équilibre économique.

Nous pouvons toutefois affirmer que:

- une forte volatilité des prix n'a aucun impact favorable car elle limite les avantages liés aux prix élevés aux seuls producteurs excédentaires sans apporter le moindre avantage aux producteurs déficitaires et aux consommateurs
- un meilleur accès des producteurs au capital saisonnier améliorera les bénéfices des producteurs excédentaires ou déficitaires, sans porter préjudice aux consommateurs
- une répartition plus équitable des terres et des revenus est susceptible de limiter l'impact négatif et de renforcer l'impact positif des prix élevés.

Illustration 1 : facteurs influençant l'impact probable des augmentations exogènes des prix alimentaires sur les revenus, la pauvreté et le bien-être

Impact positif des prix alimentaires élevés: augmentation des revenus réels et diminution de la pauvreté		Impact négatif des prix alimentaires élevés: diminution des revenus réels et augmentation de la pauvreté
Plus d'accès aux capitaux		Moins d'accès aux capitaux
Plus de producteurs excédentaires		Plus de producteurs déficitaires
Plus de consommateurs aisés		Consommateurs plus pauvres
Économie plus prospère		Économie moins prospère
Baisse du prix des intrants (engrais par ex.)		Hausse du prix des intrants (engrais par ex.)
Diminution de la volatilité des prix		Augmentation de la volatilité des prix
<p>L'impact positif ou négatif est démultiplié par les liens étroits dans l'économie et atténué par la faiblesse de ces liens</p> <p>L'impact positif ou négatif est également renforcé par une forte transmission des prix au départ des marchés extérieurs.</p>		

L'analyse de l'impact microéconomique à court et à moyen terme des augmentations des prix alimentaires doit également être resituée dans le contexte de l'impact macroéconomique de l'augmentation du prix des aliments.

2. Analyse macro-économique de l'évolution des prix alimentaires

L'impact macroéconomique des prix alimentaires élevés n'est pas le même pour les pays importateurs et les pays exportateurs d'aliments (avec des effets analogues à l'impact micro-économique sur les producteurs et les consommateurs). Il dépend aussi de la situation antérieure sur le plan des taxes et des subventions et de l'évolution de ces taxes et subventions en réponse à l'augmentation des prix. Si les prix alimentaires élevés sur les

marchés internationaux se répercutent sur les consommateurs, on observera des pressions inflationnistes tant dans les pays exportateurs que dans les pays importateurs d'aliments. Cette situation influencera probablement la répartition des revenus entre les différents secteurs et groupes sociaux et les coûts pour ces derniers, mais aussi les taux de change, les taux d'intérêt et d'autres variables macroéconomiques.

Pour les importateurs de produits alimentaires, des prix alimentaires élevés augmentent le coût des importations, ont un effet négatif sur la balance des paiements et entraînent à la baisse la monnaie du pays, ce qui encourage l'inflation. Pour les exportateurs, la situation se présente à l'inverse. L'on observe également un impact sur le plan fiscal en

fonction des taxes ou des subventions sur les importations ou les exportations et sur leur évolution possible en réponse aux prix alimentaires élevés sur les marchés internationaux.

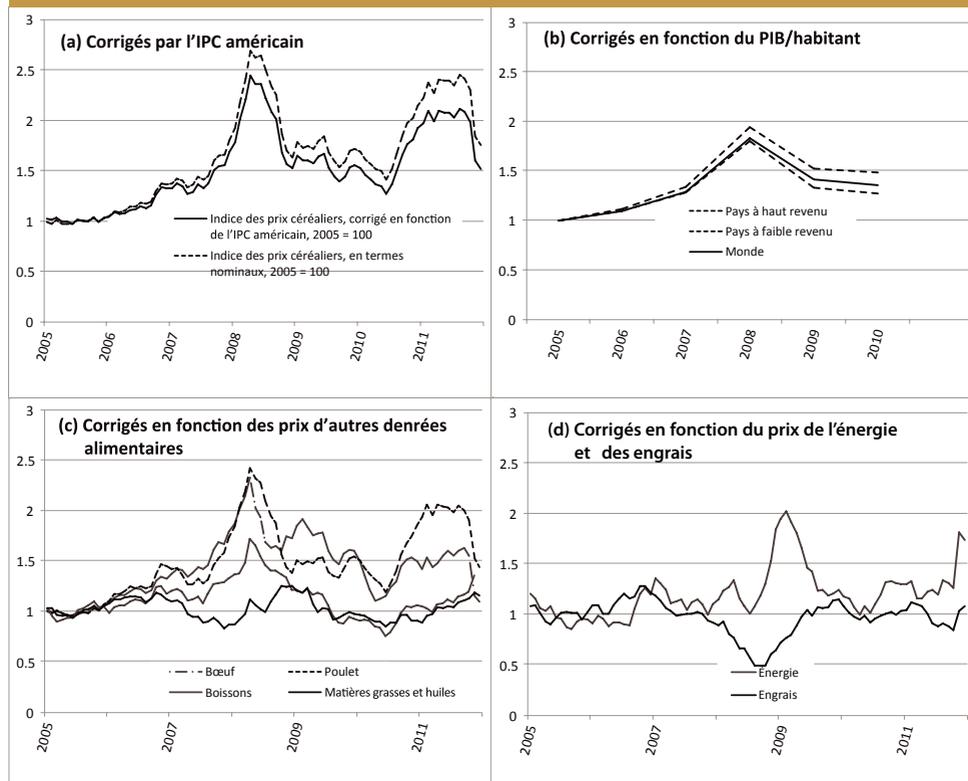
3. Évolution récente des prix alimentaires

Avant de passer en revue les données empiriques sur l'impact des récentes augmentations des prix alimentaires, nous allons commencer par nous pencher sur l'évolution des prix au cours de ces dernières

années. Conformément à la théorie microéconomique décrite ci-dessus, nous devrions comparer l'évolution des prix alimentaires pour les consommateurs et les producteurs à celle des prix d'autres produits achetés par les consommateurs, aux revenus des consommateurs, aux prix d'autres produits cultivés par les agriculteurs et aux prix des intrants agricoles.

L'illustration 2 montre l'évolution de l'indice des prix céréaliers internationaux de la Banque mondialeⁱ entre 2005 et 2010 ou 2011, les prix

Illustration 2 : prix indexés des céréales 2005-2011 (2005 = 100)



Sources: Banque mondiale 2012, BLS, Bureau des statistiques du travail.

mesurés tentant de représenter ces différentes perspectives.

Les prix céréaliers internationaux (en termes nominaux) et les prix réels corrigés en fonction de l'IPC américain (pour comparer les prix des céréales à ceux d'autres biens ou services achetés par les consommateurs riches) augmentent à partir de 2005, avec deux pics, l'un en 2008 et l'autre en 2010/11.

Le prix des céréales corrigé par le PIB par habitant (ill. 2(b)) n'enregistre que le pic de 2008ⁱⁱ. La situation est plus complexe et plus mitigée en ce qui concerne les prix des céréales sur les marchés internationaux corrigés en fonction du prix d'autres denrées que les petits agriculteurs sont susceptibles de produire, (voir Illustration 2 (c)). L'illustration 2(d) fait à nouveau apparaître deux pics pour les prix des céréales corrigés en fonction des prix pétroliers (même si ces pics sont ultérieurs aux pics enregistrés par les prix nominaux ou corrigés en fonction de l'IPC). La situation est toute autre pour les prix des céréales corrigés en fonction du prix des engrais, avec un véritable effondrement des prix en 2008 dû à une flambée des prix des engraisⁱⁱⁱ.

4. Données empiriques sur l'impact des récentes fluctuations de prix sur le bien-être

La littérature met en avant deux types de «preuves empiriques» sur l'impact des récentes augmentations des prix alimentaires: des études sur les changements vécus par les populations et des simulations qui modélisent les conséquences des fluctuations des prix alimentaires sur les moyens d'existence et le bien-être. Les études qui se sont efforcées de mesurer directement l'impact de l'évolution des prix alimentaires sur les moyens d'existence et le bien-être ont montré^{iv}:

- Que des prix alimentaires élevés augmentent généralement la pauvreté et la malnutrition (en particulier des enfants en bas âge), tant en régions rurales qu'en zones urbaines. Les ménages les plus pauvres souffrent le plus de ce phénomène, notamment de nombreux ménages dirigés par une femme;
- Des différences d'un pays et d'une région à l'autre, la pauvreté augmentant aussi bien dans certains pays exportateurs que dans des pays importateurs. Le contexte local a souvent un impact majeur sur les prix;
- Que certains (une minorité) ont profité de l'augmentation des prix alimentaires (de riches agriculteurs qui ont bénéficié d'une flambée des prix et ceux qui ont des emprunts à rembourser si l'inflation diminue leurs remboursements en termes réels);
- Que l'impact de l'augmentation des prix alimentaires dépend considérablement du moment de la saison où elles se produisent (la saison influençant les prix, les salaires, les possibilités de subsistance, les stocks de vivres, etc.) et d'autres variables économiques (par exemple l'évolution des prix d'autres produits de base, des moyens de subsistance dans d'autres secteurs;
- Que peu d'éléments mettent en avant un environnement économique pouvant entraîner les salaires à la hausse; et
- Que les augmentations des prix céréaliers peuvent faire baisser la consommation de micronutriments essentiels mais pas la consommation calorique – si les ménages parviennent à maintenir la consommation calorique en réajustant leurs dépenses dans une optique de diversification alimentaire.

Sur la base des résultats du Gallup World Poll réalisé précédemment, pendant et après la crise de 2007/08, Headey a montré, en 2011, que l'inflation des prix alimentaires augmentait le degré d'insécurité alimentaire perçue dans le monde alors que la croissance économique diminuait cette insécurité. Dans l'ensemble, le sentiment d'insécurité alimentaire a diminué entre 2005 et 2008 dans le monde, car les bénéfices de la croissance économique ont compensé, pendant cette période, les problèmes découlant des prix alimentaires élevés. Cela s'explique par le fait que l'impact négatif des augmentations limitées des prix en Chine et en Inde (en raison des contrôles à l'exportation) a été compensé par l'impact d'une croissance économique rapide dans ces pays.

Des modèles de simulation ont également mis en évidence l'impact négatif des hausses des prix alimentaires mais comme ceux-ci ne tiennent généralement pas compte de l'impact compensatoire de la croissance économique en Chine et en Inde, le consensus est moindre sur l'ampleur de cet impact sur l'incidence de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté. En 2010, Aksoy & Hoekman ont toutefois affirmé que les avantages pour les producteurs de l'augmentation du prix des céréales alimentaires et commerciales peuvent aussi se répercuter sur de nombreux ménages pauvres des régions rurales, grâce à un effet cascade emmenant les salaires à la hausse. Malheureusement, les données permettant de généraliser ces conclusions pour y inclure l'impact des augmentations de prix des produits alimentaires de base sont tout à fait insuffisantes. En effet, nous ne disposons pas, pour les pays à faible revenu, de données fiables et pertinentes venant étayer cette hypothèse.

5. Conclusions

Les données théoriques et empiriques sur l'impact à court et à moyen terme des augmentations des prix alimentaires sur différentes catégories de producteurs et de consommateurs sont dans une large mesure complémentaires et concordantes, comme le résume l'illustration 1 ci-dessus.

- Les augmentations des prix des produits alimentaires de base ont eu de graves conséquences pour les populations pauvres dans les économies (locales ou nationales) ayant connu de fortes flambées des prix sans un processus de croissance à large assise. Dans ce cas, les consommateurs pauvres et acheteurs nets d'aliments – des communautés rurales et urbaines – ont été les plus touchés.
- L'impact est influencé par l'évolution des prix alimentaires par rapport à ceux de différents produits de base et par les revenus indispensables aux producteurs et consommateurs pauvres et moins pauvres.
- Il existe peu de fondements théoriques et de preuves empiriques attestant d'un effet cascade positif des hausses du prix des produits alimentaires de base dans les économies rurales pauvres.
- L'impact à court terme peut être grave mais il peut être atténué par la croissance économique, et, en cas d'augmentation des prix alimentaires sur les marchés mondiaux, par une transmission de prix limitée.
- Les éléments qui montrent que les augmentations des prix alimentaires n'ont

pas eu d'impact majeur sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire – comme l'on pouvait le craindre au départ – ne doivent pas nous faire oublier que de nombreux habitants des pays pauvres en ont beaucoup souffert (avec une augmentation du degré de pauvreté et de son incidence). Des politiques et des mesures doivent donc être mises en place pour y remédier.

Ces conclusions vont dans le sens des préoccupations nationales et internationales concernant l'impact négatif à court terme des flambées des prix alimentaires et plaident en faveur de politiques et d'investissements pour prévenir et atténuer l'impact de ces crises. Cette nécessité apparaît encore plus clairement lorsqu'on tient compte (a) de l'effet négatif de la volatilité des prix et (b) de l'impact à long terme des prix alimentaires élevés sur le bien-être et le potentiel productif des nouveau-nés et des enfants en bas âge victimes de la malnutrition et sur les processus de développement et de croissance économiques. Ces conclusions soutiennent également les appels en faveur d'une meilleure évaluation de l'impact des prix alimentaires sur le bien-être des populations pauvres.

Notes:

- i. Les prix céréaliers internationaux sont représentés par l'indice des prix céréaliers du Groupe des perspectives de développement» de la Banque mondiale. Cet indice masque une diversité considérable dans l'évolution à court terme des prix du maïs, du blé et du riz, mais montre bien les grandes tendances communes à toutes les grandes céréales.
- ii. Les PIB par habitant n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction de ce Point Info et la moyenne annuelle pour 2010 masque les augmentations du prix des céréales de la fin 2010.
- iii. L'évolution des prix mondiaux représentée dans l'illustration 2 ne s'accompagne pas forcément de changements de prix pour les consommateurs et les producteurs de différents pays lorsque les prix domestiques sont influencés par les taxes et les subventions, qu'ils sont relativement déconnectés des prix mondiaux en raison de droits de douane ou des coûts du transport, ou si les producteurs sont affectés par des subventions ou un changement au niveau des subventions qui influencent la rentabilité relative de la production de différents produits de base. L'évolution du PIB mondial par habitant ne reflète pas l'évolution des revenus des différents groupes en raison des différences de performance économique entre les pays et des différences de revenus entre groupes d'un même pays.
- iv. Pour la liste complète des références, voir Dorward, 2012, <http://eprints.soas.ac.uk/13478/>



© FAO/Giulio Napolitano



© ILRI/Stevie Mann

Lorsque les prix alimentaires s'envolent, les familles pauvres en ont moins pour leur argent

References

Aksoy, M.A. and B. Hoekman (2010). Introduction and Overview. Food Prices and Rural Poverty. M. A. Aksoy and B. Hoekman. Washington, DC, The World Bank: 1-26.

Bureau of Labor Statistics (2012). Consumer price index, all urban consumers. US Department of Labor. Washington DC.
Dorward, A.R. (2011). "Getting real about food prices." Development Policy Review 29(6): 647-664.

Dorward, A.R. (2012). The short and medium term impacts of rises in staple food prices Working paper. London, Centre for Development, Environment and Policy, School of Oriental and African Studies, University of London

Headey, D. (2011). Was the Global Food Crisis Really a Crisis? Simulations versus Self-Reporting. IFPRI Discussion Paper 01087. Washington DC, International Food Policy Research Institute.

World Bank (2012). Monthly world prices of commodities and indices (pink sheets).

Ce Point info résume les principaux arguments repris dans un document de travail disponible sur <http://eprints.soas.ac.uk/13478/>



Remerciements :

Ce Point Info a été rédigé par **Andrew Dorward** pour **Future Agricultures Consortium**. **Beatrice Ouma** et **Elaine Mercer** sont les rédactrices en chef. Pour en savoir plus au sujet de cette série de Points Infos, visitez www.future-agricultures.org

Future Agricultures Consortium vise à encourager un débat critique et un dialogue politique sur l'avenir de l'agriculture en Afrique. Le Consortium est un partenariat entre plusieurs organisations africaines et anglaises axées sur la recherche. Secrétariat de Future Agricultures Consortium, Université du Sussex, Brighton BN1 9RE, Royaume-Uni.

T +44 (0) 1273 915670 E info@future-agricultures.org

Future Agricultures invite les lecteurs à citer ou à reproduire ses documents dans leurs propres publications. En échange, Future Agricultures Consortium demande d'être cité en référence et de recevoir une copie de ladite publication.



Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles du gouvernement britannique.